



Section de St-Quentin

## Les travailleurs paient, les milliardaires encaissent

# La Guerre, outil du Capital

Depuis plus d'une décennie, les crises s'enchaînent et nos repères en sont profondément bouleversés. Au COVID ayant servi de test de soumission de la population à l'échelle planétaire, de prétexte à l'inflation et de détournement massif d'argent public, se sont succédé les guerres, en Ukraine et au Moyen-Orient, prolongeant ces processus sous des prétextes fallacieux. Les oligarques et les multinationales, qu'ils soient russes, chinois, européens ou américains, affichent des profits indécents pendant que les travailleurs sont saignés. D'abord directement par le massacre des populations sur place. Puis indirectement par des prix qui s'envolent de toutes parts (énergies, alimentation, carburants...) et des finances publiques en berne. Pour le Capital, c'est une victoire totale : des peuples en état de choc et des ponctions énormes sur leurs conditions de vie. L'urgence est d'en comprendre les mécanismes et de mobiliser pour refuser l'escalade guerrière et exiger la Paix.

### Des calculs économiques bien préparés

Dans ce conflit ukrainien, les oligarques et les multinationales sont gagnants. Les soi-disant sanctions contre la Russie ont bénéficié à la balance commerciale du pays sur la première période, qui a pu vendre ses céréales et son gaz au prix fort à d'autres clients. Aujourd'hui, les milliardaires russes continuent de se frotter les mains, mais pas seulement eux : en Europe, l'arrêt de l'approvisionnement en gaz russe a permis aux sociétés américaines de vendre le leur deux fois plus cher qu'avant le conflit. Et, alors même que la France est excédentaire dans ce domaine, le prix de l'électricité a flambé puisqu'il est indexé sur celui du gaz par des directives européennes. Les pénuries de matières premières et de céréales créées plus ou moins artificiellement pendant la période COVID ont quant à elles été au moins prolongées, voire amplifiées.

**Tous ces mécanismes conduisant à une inflation exceptionnelle ont permis de ponctionner les populations européennes et russes,** au bénéfice de marges commerciales qui ont explosé. Evidemment, qu'ils soient russes, européens ou américains, qu'il s'agisse de provocations militaires ou d'interventions directes, les instigateurs avaient pleinement conscience des conséquences économiques et de ces opportunités de profit. Tous avaient intérêt à engager un conflit, tous ont intérêt à le faire perdurer.



### Un détournement de l'argent public sous prétexte de tensions internationales

Au-delà de ces mécanismes d'inflation qui ont généré des profits exorbitants, un autre levier est utilisé par le Capital : celui de l'argent public, des fonds financiers des États, notamment européens.

**La loi de programmation militaire française, votée en 2023 pour la période 2024-2030, prévoit 413 milliards d'euros pour les armées,** avec des augmentations budgétaires annuelles d'un peu plus de 3 milliards d'euros, pour atteindre 67,4 milliards en 2030. Les événements en Ukraine et au Moyen-Orient permettent au gouvernement d'accélérer la cadence. **La loi de finance 2026 alloue 7 milliards d'euros supplémentaires à un budget militaire déjà exorbitant.**

Dans le même temps, les collectivités territoriales voient leur dotation baisser de 6 milliards d'euros. La dette de l'ensemble des hôpitaux français est évaluée à 3 milliards pour 2024. 7 milliards d'euros permettraient d'embaucher 200.000 agents dans les hôpitaux ou 200.000 enseignants dans les écoles. Le gouvernement, dans un silence politique assourdissant, choisit d'allouer cette somme à l'industrie militaire, aux marchands de canon et à leurs profits pharaoniques.

Cette ponction de l'argent public ne s'arrête pas là. L'Union européenne a alloué plus de 200 milliards à l'Ukraine d'aide financière directe ou sous forme de soutien militaire. **En mars 2026, elle prolonge le processus en allouant 90 milliards au total, dont 17 milliards** proviennent de la France. Dans le même temps, des soupçons de détournements de l'argent ciblé vers l'Ukraine font surface.

Même si ces chiffres nous sont difficilement palpables en tant que travailleurs, ils ont pourtant une traduction concrète sur notre quotidien. **Nous le constatons tous, nous vivons nettement moins bien qu'il y a 6 ou 7 ans. Nous sommes contraints de faire des choix et des renoncements sur nos loisirs, notre santé, nos déplacements, la qualité de notre alimentation, le chauffage de notre logement...**

La fonction publique n'est pas épargnée : les agents voient leurs conditions de travail dégradées (moins de personnel, locaux mal ou non chauffés, pression hiérarchique...), ce qui se traduit pour les usagers par des personnels moins disponibles, moins qualifiés, des horaires d'accueil plus restreints, un recours massif au numérique au détriment du conseil humain. Nos écoles ne sont plus entretenues, nos rues ne sont plus éclairées la nuit. Autant de changements inimaginables il y a encore quelques années, et ces exemples sont nombreux et peuvent se décliner dans quasiment tous les domaines. **Cette situation est d'autant plus révoltante qu'elle n'est pas dépendante d'un déficit comme le prétend notre gouvernement, mais bel et bien de choix politiques et de détournements d'argent pour le profit des industriels.**

### **Refuser l'escalade guerrière c'est protéger les jeunes générations**

Nous avons tous la crainte d'un développement des conflits et d'une mobilisation de la population, comme c'est le cas de l'Ukraine où les hommes entre 18 et 45 ans ont interdiction de quitter le territoire et sont enrôlés d'office dans l'armée. En France, les campagnes des armées se développent, y compris dans établissements scolaires publics.

Refuser la guerre, et dénoncer ses réelles motivations, militer pour la Paix, c'est aussi empêcher que nos enfants, nos conjoints, nos frères ou nous-mêmes soyons envoyés comme chair à canon pour le profit de quelques milliardaires fanatiques.

### **Aujourd'hui, encore plus qu'hier, continuons d'exiger :**

- Plus un soldat, plus un sou pour les guerres impérialistes.
  - Plus un soldat hors de France.
  - La sortie de la France de l'OTAN
- Le refus d'une armée européenne et des directives militaristes européennes.
- L'arrêt immédiat de l'aide militaire et financière à l'Ukraine.
- La baisse des budgets militaires au profit des services publics et des salaires.

---

**Pour la Paix, pour la liberté, pour nos conditions de vie  
S'organiser, lutter... j'adhère au PCF**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Mail : ..... Tél : .....